

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGNP/5

8 mai 1995

(95-1191)

Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques

NOTE SUR LA REUNION DU 5 AVRIL 1995

La Présidente a souhaité la bienvenue aux délégations participant à la cinquième réunion du Groupe dont l'ordre du jour était contenu dans l'aérogamme WTO/AIR/36. Avant de leur donner la parole pour qu'elles rendent compte de l'évolution de la situation, elle a noté qu'à la précédente réunion elles avaient eu très peu d'informations à communiquer sur l'état d'avancement des négociations bilatérales. On ne savait pratiquement pas où des progrès étaient réalisés et dans quels domaines une amélioration des engagements pouvait être espérée.

Le représentant de l'Inde a rappelé que l'un des objectifs de l'AGCS était de faciliter la participation croissante des pays en développement au commerce des services. L'article IV disposait expressément que cet objectif devait être atteint par des engagements spécifiques négociés se rapportant à la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui intéressaient ces pays du point de vue des exportations, y compris le quatrième mode, c'est-à-dire la fourniture d'un service grâce à la présence de personnes physiques. C'est dans ce contexte que la Réunion ministérielle de Marrakech avait adopté une décision sur le mouvement des personnes physiques. En particulier, les ministres avaient reconnu qu'il importait d'arriver à des niveaux d'engagement plus élevés dans ce domaine, afin d'assurer un équilibre des avantages au titre de l'AGCS. C'est pourquoi les négociations sur la libéralisation accrue du mouvement des personnes physiques s'étaient poursuivies après l'achèvement du Cycle d'Uruguay et il avait été établi un Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques chargé de mener ces négociations.

La moitié du délai dont le Groupe disposait pour s'acquitter de sa tâche, laquelle devait être achevée au 30 juin 1995, était écoulée. Il était donc temps de faire le point et de déterminer l'orientation qui était prise. La délégation indienne avait procédé à une série d'entretiens bilatéraux avec ses principaux partenaires commerciaux et, si quelques progrès avaient été réalisés, un niveau d'engagement effectivement plus élevé n'avait pas encore été atteint. La délégation indienne estimait qu'il incombait au premier chef aux grandes entités commerçantes de remplir leurs obligations en prenant des engagements sérieux et opportuns qui intéressent les pays en développement. A ce propos, le représentant de l'Inde a exprimé la profonde déception de sa délégation à l'égard de la délégation d'un pays important qui n'avait pris aucun engagement concernant le mouvement des personnes physiques en l'absence de présence commerciale. Si ce pays persistait dans son attitude, cela aurait inévitablement des conséquences non seulement dans ce domaine des négociations mais aussi dans d'autres secteurs connexes des services: si ses principaux partenaires commerciaux n'arrivaient pas à des niveaux d'engagement plus élevés, l'Inde aurait beaucoup de mal à maintenir son offre actuelle en matière de services financiers.

Le représentant de l'Inde a rappelé qu'à la récente réunion du Comité du commerce des services financiers, certaines délégations avaient affirmé que le succès ou l'échec des négociations financières influencerait sur la crédibilité de l'OMC et du système commercial multilatéral. Il fallait s'attendre que le succès ou l'échec des négociations sur le mouvement des personnes physiques ait le même effet; ce qui était en jeu c'était la crédibilité d'un engagement essentiel pris par tous les ministres collectivement

./.

à Marrakech. Le degré de confiance que les pays en développement pourraient avoir dans le système commercial multilatéral dépendrait de ce succès ou de cet échec. Dans cette optique, aucune délégation ne pouvait se permettre de prendre les négociations à la légère. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que la prochaine série de négociations se révélerait plus fructueuse et productive.

Les délégations égyptienne et pakistanaise ont souligné qu'il importait de faire progresser ces négociations et ont fait observer que leur capacité d'améliorer leurs engagements eu égard aux services financiers était fonction du besoin qu'elles avaient de niveaux d'engagement plus élevés sur le mouvement des personnes. La représentante des Philippines a indiqué que les résultats de la troisième série d'entretiens bilatéraux entreprise par son pays avaient été mitigés pour ce qui était du champ d'application et de la solidité des engagements actuels. Elle a signalé qu'une délégation avait évoqué la possibilité d'inclure de nouvelles catégories de personnel dans sa liste et que d'utiles précisions avaient été apportées sur des engagements mais qu'il était nécessaire de dépasser le stade de la clarification pour parvenir à des niveaux d'engagement plus élevés. Elle s'est déclarée déçue par le fait qu'un partenaire important n'ait pas été en mesure de participer à ces entretiens bilatéraux et qu'un autre partenaire important ne soit pas encore disposé à envisager un engagement substantiel sur le traitement national pour le quatrième mode de fourniture.

Une autre délégation a noté que des réunions de "clarification" avaient eu lieu et qu'elles avaient été utiles et fécondes. Le représentant des Etats-Unis a relevé que les participants qui liaient l'amélioration des engagements relatifs au mouvement des personnes à l'évolution de la situation en matière de services financiers avaient tort étant donné que les progrès réalisés dans les négociations concernant ce dernier domaine étaient décevants. Sa délégation s'intéressait en particulier à l'application des règles en matière de visas et se demandait si le genre d'engagement impératif que les Etats-Unis avaient pris au titre de l'AGCS empêchait les utilisations abusives dans ce domaine. La mise en oeuvre des mesures relatives aux visas était complexe et une certaine souplesse était nécessaire pour pouvoir modifier les dispositions pertinentes de façon à résoudre les problèmes découlant des utilisations abusives. Les autorités américaines examinaient la question de savoir s'il faudrait "payer" pour tout changement apporté, au titre de l'AGCS. S'agissant de la question soulevée par la représentante des Philippines, le représentant des Etats-Unis a indiqué que le fait de ne pas contracter d'obligations concernant le traitement national ne diminuait pas forcément la valeur de l'engagement de sa délégation en matière d'accès aux marchés pour les personnes physiques. Bien qu'un certain nombre de délégations souscrivent aux vues exprimées par les Philippines, le représentant des Etats-Unis a réaffirmé que d'un point de vue stratégique le traitement national était moins important dans ce secteur que dans les autres, la valeur de l'engagement contracté apparaissant surtout dans la colonne relative à l'accès aux marchés de la liste du pays considéré.

La Présidente a noté qu'après avoir entendu les interventions des délégations il était toujours impossible de savoir clairement quel résultat le Groupe pourrait obtenir avant la fin de la période de négociation fixée au 30 juin 1995. Pour aider à préciser les réalisations possibles concernant les niveaux d'engagement plus élevés à atteindre, elle a déclaré qu'elle avait l'intention de procéder dans un proche avenir à des consultations informelles avec un certain nombre de délégations en vue d'examiner les mesures qu'il faudrait prendre ensuite. Elle se demandait par exemple si la formule adoptée par le Comité du commerce des services financiers - en vertu de laquelle plusieurs pays avaient spontanément présenté au Secrétariat par écrit leurs intentions/offres conditionnelles au sujet de la libéralisation accrue des services financiers - ne pourrait pas être reprise avec profit par le Groupe. Quoi qu'il en soit, pour permettre aux délégations de continuer à se préparer, elle a suggéré que le Groupe tienne pendant la dernière partie du mois de mai une autre réunion qui serait précédée d'une nouvelle période de contacts bilatéraux. Le Groupe est alors convenu que la prochaine réunion aurait lieu le 24 mai.